



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 06 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNERVAL

Unité de Valorisation Énergétique des Déchets
ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière
72100 Le Mans

Références : SRNT/2025-0111
Code AIOT : 0006301344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SYNERVAL implanté Unité de Valorisation Énergétique des Déchets ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière 72100 Le Mans. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des actions nationales 2024 de l'Inspection des installations classées, définies par l'instruction ministérielle du 15 décembre 2023.

Le but de cette action est de vérifier la conformité des installations d'incinération et de co-incinération vis-à-vis des meilleures techniques disponibles (MTD) issues du BREF incinération (BREF WI). Les meilleures techniques disponibles concernant les installations d'incinération et de co-incinération ont été transposées en droit français dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Elles sont opposables depuis le 3 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNERVAL
- Unité de Valorisation Énergétique des Déchets ZIS - 200 bis rue de l'Angevinière 72100 Le Mans
- Code AIOT : 0006301344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'VAL exploite au Mans une usine d'incinération de déchets ménagers et de déchets d'activité de soins à risque infectieux. L'exploitation de cette usine a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2008, et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
5	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, IED
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; 2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie : - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
Constats : L'arrêté préfectoral du 23 février 2023 autorise l'établissement SYNER'VAL pour les rubriques 2770, 2771 et 3520-a) de la nomenclature des installations classées, pour l'incinération d'ordures ménagères et de DASRI (déchets d'activité de soins à risque infectieux). Les capacités maximales autorisées sont de 150000 t/an, dont 7000 t/an de DASRI, avec une capacité horaire maximale de 21t/h. Les données de traitement d'ordures déclarées dans GERE pour l'année 2023 s'élevaient à 151495 tonnes, légèrement au-dessus de la capacité maximale autorisée. Lors de la visite, l'exploitant indique que ce dépassement est lié à l'arrêt de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Rennes, à l'arrêt depuis avril 2022 pour des travaux de « revamping ». SYNER'VAL avait informé de cette situation par courrier du 20 décembre 2023, en sollicitant le cas des « circonstances exceptionnelles » liées à l'arrêt de l'installation de Rennes, tel que prévu à l'article L541-25-1 du code de l'environnement.

Après la visite d'inspection du 3 décembre 2024, l'exploitant a réitéré sa demande de non-application exceptionnelle de la capacité maximale de 150000 tonnes pour l'année 2024, pour les mêmes raisons (avec un traitement d'environ 8000 tonnes de déchets liées à ces reports de flux en provenance de Rennes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Air
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année. [...]
Constats : Au jour de la visite, le 3 décembre 2024, le compteur d'indisponibilité du dispositif de mesures en continu du mercure est de 2h. L'exploitant rappelle que 4 analyseurs DURAG ont été mis en place depuis septembre 2023 pour la mesure en continu du mercure (2 analyseurs par ligne d'incinération, 1 amont et 1 aval).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Air
Prescription contrôlée : PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3. (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle

avec échantillonnage à long terme.
Constats : L'exploitant indique avoir mis en place la surveillance semestrielle des dioxines-furanes bromés et des PCB-dl dans les effluents gazeux. La dernière campagne de mesures semestrielle a été réalisée par SOCOTEC du 14 au 16 octobre 2024. Les résultats ont été transmis par l'exploitant à l'Inspection le 19 février 2025 : - rapport SOCOTEC du 21/11/2024 pour la ligne 2 (pas de PBDD/PBDF mesurées, et 0,00011 ng OMS-TEQ/Nm3 pour les PCB-dl) - rapport SOCOTEC du 06/12/2024 pour la ligne 3 (concentration de 0,00063 ng/Nm3 en PBDD/PBDF, et 0,00063 ng OMS-TEQ/Nm3 pour les PCB-dl)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, IED
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.
Constats : SYNER'VAL a mis en place un plan de gestion des OTNOC, à partir d'une trame élaborée par la groupe VEOLIA, et mis à jour par l'exploitant pour l'établissement du Mans en fonction de ses spécificités. La version du 05 juillet 2023 présentée lors de la visite du 3 décembre 2024 n'appelle pas de re-

marques de la part de l'Inspection.

Au 3 décembre 2024, les « compteurs OTNOC » sont largement inférieurs aux 250h par an prescrits par l'arrêté du 12 janvier 2021 :

- ligne 1 : 64h
- ligne 2 : 116h

Il est toutefois constaté quelques anomalies dans le suivi de ces compteurs dans les rapports mensuels de l'exploitant (par exemple le bilan des compteurs en octobre 2024 est inférieur à celui de septembre 2024).

Il est demandé à l'exploitant de vérifier la façon dont sont comptabilisées les données pour ces compteurs OTNOC et de s'assurer de leur validité au regard du plan de gestion des OTNOC.

Lors de la visite de terrain, le déclenchement d'un événement OTNOC est testé par l'exploitant, dans les conditions réelles d'exploitation. L'Inspection note que le test est concluant, avec l'incrémentation du compteur OTNOC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, IED

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

SYNER'VAL indique procéder à une réévaluation périodique des OTNOC.

L'exploitant cite en particulier qu'un événement survenu en juillet 2024 (bouchage par du bicarbonate dans le système de traitement des fumées) va l'amener à réévaluer son plan de gestion des OTNOC.

Des mesures des émissions en phase d'arrêt/démarrage ont été réalisées par Bureau Veritas en mai 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.71
Thème(s) : Actions nationales 2024, Air
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : Les rapports SOCOTEC des mesure réalisées en octobre 2024 indiquent que les valeurs limites sont respectées pour tous les paramètres listés à l'annexe 7.7.1 de l'arrêté du 12 janvier 2021, à l'exception des NOx pour la valeur limite journalière: - Ligne 2 : moyenne des 3 essais de 80,92 mg/Nm3, pour une valeur limite d'émission de 80 mg/Nm3. - Ligne 3 : moyenne des 3 essais de 85,78 mg/Nm3, pour une valeur limite d'émission de 80 mg/Nm3. Dans un courriel du 30 janvier 2025, l'exploitant précise que les valeurs semi-horaires pour les NOx sont respectées (VLE à 200mg/Nm3), en transmettant les rapports journaliers des deux lignes de l'usine (lignes 2 et 3). Il ajoute que les valeurs des mesures semestrielles réalisées par SOCOTEC ne prennent pas en compte l'intervalle de confiance de 95 % mentionnée au point 7.2 de l'annexe de l'arrêté du 12 janvier 2021. Aucune précision n'est apportée quant à la validité de ces mesures au regard des conditions normales de fonctionnement (NOC). L'Inspection considère néanmoins que les dépassements relevés par SOCOTEC pour les NOx les 15/10/2024 (ligne 2) et 16/10/2024 (ligne 3) ne constituent pas une non-conformité, considérant que ce paramètre a été l'objet de mesures pendant 3 périodes de 2 heures, et que le point 7.7.1 de l'annexe de l'arrêté du 12/01/2021 précise que la VLE de 80 mg/Nm3 pour les NOx est applicable pour une période d'établissement de la moyenne en « moyenne journalière ». Les relevés journaliers transmis par SYNER'VAL indiquent des moyennes journalières en NOx de 62,08 mg/Nm3 pour la ligne 2 (15/10/2024) et de 68,35 mg/Nm3 pour la ligne 3 (16/10/2024).
Type de suites proposées : Sans suite